



**Communiqué de presse**  
Mercredi 6 septembre 2023

**Malgré la canicule de cet été et la crise énergétique de cet hiver, Laurent Wauquiez abandonne les particuliers et menace encore plus les emplois de la transition écologique**

Après les 250 emplois Natura 2000, c'est au tour du service public de la rénovation énergétique de faire les frais de la politique "petits bras" de Laurent Wauquiez en matière de transition écologique.

**Un incroyable levier d'économie des gaz à effet de serre et de souveraineté énergétique**

En Auvergne-Rhône-Alpes, les bâtiments résidentiel et tertiaire représentent 22,5% des émissions de gaz à effet de serre. Alors que 2023 devrait être l'année la plus chaude jamais enregistrée et que les prix de l'énergie s'envolent du fait de la guerre en Ukraine, une politique de rénovation énergétique ambitieuse qui accompagne les particuliers est plus que jamais nécessaire. Or, compte tenu de la complexité des aides actuelles, les conseillers France Rénov sont nécessaires à l'accompagnement des particuliers dans la rénovation de leur logement. Pourtant, Laurent Wauquiez regarde ailleurs quitte à pénaliser les propriétaires et les bailleurs sociaux de la Région Auvergne-Rhône-Alpes où la vulnérabilité énergétique liée au logement est particulièrement forte.

Pour Fabienne Grébert, co-présidente du groupe "Les Écologistes" au conseil régional " *Ce service était pourtant indispensable pour que les foyers puissent obtenir leur prêt et que les projets se concrétisent. Sans l'aide de ces structures et devant la complexité de montage des dossiers de subvention, nombre de projets n'aboutiront pas* ".

**Une décision qui pénalise avant tout l'Auvergne et la ruralité**

Compte tenu de la spécificité des structures d'accompagnement du service public de la rénovation énergétique, la décision de supprimer des postes d'animation du dispositif va d'abord pénaliser les Auvergnats. En outre, si la région Auvergne-Rhône-Alpes fait office de mauvais élève, avec un taux d'environ 27 % de ménages en situation de précarité énergétique, l'Auvergne est marquée par une vulnérabilité particulièrement forte, largement supérieure à la moyenne régionale. Celle-ci culmine dans le Cantal et la Haute-Loire, avec une part des ménages vulnérables autour de 36-37 %, du fait de dépenses énergétiques très fortes dans ces deux départements selon l'Insee.

**Investir massivement dans la création d'emploi pour la transition écologique**

Considérant que la rénovation énergétique est une source d'économie, d'emplois non délocalisables et pourrait permettre à la Région de respecter les accords de Paris, les écologistes avaient proposé de multiplier par 6 le nombre de logements rénovés par an d'ici 2027 dans notre Région. Cela ne pourra se faire qu'en renforçant les moyens donnés aux services publics de la rénovation énergétique et les espaces conseil France Rénov.

**Contact**

Camille Dantec - Secrétaire générale adjointe - 06 88 10 76 24